

Le Préfet Didier Lallement quitte la Nouvelle Aquitaine pour Paris

«Mercredi en Conseil des ministres, le président de la République nommera préfet de police Didier Lallement, ancien secrétaire général du ministère de l'Intérieur, actuel préfet de la Nouvelle Aquitaine», a indiqué Edouard Philippe. Il remplacera Michel Delpuech, 66 ans, qui était régulièrement donné partant entre affaire Benalla et polémiques à répétition sur la gestion de l'ordre public dans la capitale.

[Le magazine le Point](#) dresse un portrait élogieux du nouveau Préfet de Paris dont on ne sait pas encore qui le remplacera à la tête de la région Nouvelle Aquitaine et du département de la Gironde :

« Didier Lallement, nouveau préfet de police de Paris, a géré avec poigne le dossier « gilets jaunes » à Bordeaux, où la mobilisation a toujours été importante et souvent suivie de heurts, lors de son court passage en Nouvelle-Aquitaine.

Agé de 62 ans, Didier Lallement était préfet de région depuis novembre 2017. Ironie de l'histoire, il était un successeur, même si cela n'était pas en droite ligne, de Michel Delpuech, préfet d'Aquitaine de 2012 à 2015, qu'il remplace aujourd'hui à Paris.

M. Lallement, dont la crinière blanche se distingue rapidement dans les cérémonies, s'est colleté samedi après samedi à la gestion de la mobilisation des « gilets jaunes » à Bordeaux, qui s'est révélée rapidement être un bastion du mouvement.

Ce natif de Lyon, secrétaire général du ministère de l'Intérieur en 2012, avait lors de ses vœux début 2019 dénoncé une « insurrection (qui) n'a jamais été et

ne sera jamais une garantie démocratique », sans jamais citer les « gilets jaunes ».

Jean-Luc Mélenchon a dénoncé sur Twitter une « prime au violent qui a échoué en Gironde !

Le nouveau maire de Bordeaux Nicolas Florian a salué devant la presse la nouvelle en affirmant que Paris venait « chercher une compétence ».

Le député de Gironde Loïc Prud'homme (La France Insoumise) avait quant à lui demandé la démission du préfet le 4 mars après avoir accusé la police de l'avoir « matraqué » à l'issue d'une manifestation de « gilets jaunes », le préfet assurant immédiatement les forces de l'ordre de son soutien.

A l'annonce de cette nomination, le patron de LFI Jean-Luc Mélenchon a dénoncé sur Twitter une « prime au violent qui a échoué en Gironde ! Dorénavant, à Paris comme à Bordeaux, le matraquage de député est permis ».

En Nouvelle-Aquitaine, M. Lallement est salué pour avoir débloqué un dossier qui s'enlisait, celui de l'immeuble « Le Signal » à Soulac-sur-mer. En juin, il avait annoncé que l'État allait prendre à sa charge le désamiantage de ce bâtiment menacé par l'érosion naturelle du littoral et dont les 75 propriétaires réclament une indemnisation depuis leur évacuation en 2014.

Soucieux du respect de l'environnement, il s'était aussi mis à dos quelques maires du bassin d'Arcachon en faisant appliquer strictement les réglementations. Il avait été également très impliqué dans le dossier industriel Ford Blanquefort ».